



Le 27 avril 2020

A Monsieur le Préfet du VAR

Monsieur le Préfet,

Notre précédent courrier du 16 avril concernant la situation des personnes âgées de notre département étant resté sans réponse à ce jour, tant sur le fond que sur nos demandes précises, nous nous adressons une nouvelle fois à vous.

En effet, les inquiétudes que nous exprimions dans cette missive ont été confirmées depuis.

Lors de l'intervention du Président de la République du 13 avril 2020, celui-ci avait décidé de n'autoriser qu'une partie de la population à sortir du confinement, excluant les personnes fragiles, handicapées et les retraité.es. Face au tollé que cette décision a soulevé, le gouvernement a décidé que l'ensemble de la population pourrait sortir, à charge pour chacun de nous de prendre ses responsabilités.

Pour autant cette décision nous interroge et nous inquiète quant à la capacité de ce gouvernement à gérer ce déconfinement et à assurer la protection des citoyens alors que nous ne sommes qu'à deux petites semaines du 11 mai. Certes, nous devons nous montrer responsables pour cette sortie et continuer à appliquer les gestes barrières qui sont les meilleurs remèdes contre la propagation du virus, mais cela, nous le faisons depuis le début du confinement.

Les retraité.es et les personnes âgées dans le Var représentent 60 % de la population qui verraient leur sortie du confinement renvoyée à leur responsabilité. Or c'est bien au gouvernement et à ses représentants territoriaux de mettre en place les conditions du déconfinement et en évitant au maximum l'intervention de « la main invisible du marché ».

**C'est pour cela que nous vous interpellons à nouveau, aujourd'hui.**

Fait inquiétant et inacceptable, le Conseil d'État dans une ordonnance du 15 avril a rejeté la demande de plusieurs syndicats, visant à ordonner au gouvernement de prendre davantage de mesures concernant le dépistage systématique et régulier du personnel et des résident.es dans les EHPAD, promis par le ministre de la Santé. Or, dans le Var, à la date du 25 avril, sur 191 décès provoqués par le COVID 19 dans les hôpitaux et les EHPAD, 89 sont recensés dans ces derniers, soit 47%. Sans compter que les chiffres publiés dans la presse ne tiennent pas compte des patient.es décédé.es à l'hôpital après un transfert depuis un EHPAD.

Autre fait tout aussi inquiétant, le flou qui persiste à propos de la gestion des masques. Le ministre des Affaires Etrangères a confirmé que les masques commandés le 10 avril ne seront livrés qu'à la fin du mois de juin... Dans le même temps, le président de MTPM annonce de son côté que tous les habitants des communes de son périmètre auront un masque avant le 11 mai.

Dans ces conditions, nous nous posons la question : Comment le gouvernement compte-t-il assurer dans de bonnes conditions le déconfinement à partir du 11 mai ?

Pour ce qui nous concerne nous réclamons la généralisation des masques pour toute la population ainsi qu'un dépistage pour tous, non pas seulement pour ceux qui présentent des symptômes, mais aussi pour ceux qui n'en présentent pas et qui peuvent être porteurs du virus, sans le savoir.

Si le 11 mai, beaucoup d'entre nous souhaitent sortir, cela doit se faire sans danger afin d'éviter une seconde vague qui entraînerait une incapacité pour les hôpitaux à gérer la crise selon de nombreux médecins et spécialistes.

C'est pourquoi nous vous interpellons afin que vous nous garantissiez un déconfinement où toutes les mesures seront prises pour l'ensemble de la population, mais également que, sans attendre, toutes les dispositions efficaces et nécessaires soient activées pour la gestion de la crise sanitaire au sein des EHPAD.

Nous vous demandons donc expressément :

- L'attribution gratuite de masques à la population varoise en nous en faisant connaître le dispositif de distribution,
- La généralisation des dépistages dans le département au moment du déconfinement,
- De prendre des mesures spécifiques dans les EHPAD pour protéger les résidents et le personnel tout en favorisant les visites des familles dans des conditions de sécurité optimum.

Nous exigeons une réponse précise sur tous ces points, intégrant, cela va sans dire, les données chiffrées sur les actions mises en place.

Dans l'attente d'une réponse rapide, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, nos salutations distinguées.

Pour les organisations de retraité.es

Brigitte CHEINET- CGT  
Christian FABRE – FO  
Roger-Marie MEBROUK – CFTC  
Michel JULLIEN– CFE CGC UNIR  
Gilberte MANDON- FSU  
Christian GODMET – UNIRS Solidaires  
Jean-Pierre ANDRAU – FGR-FP  
Alain CONSTANS -LSR